

# 8 mai 1945, Sétif : halte au mensonge historique qui nie une insurrection jihadiste



Le Collectif national NON au 19 mars 1962, que je représente s'inquiète de toute repentance, sans l'ouverture d'archives qui nous garantirait la véracité de l'histoire officielle.

Les archives sur la guerre d'Algérie n'étant pas disponibles avant 2088, nous contestons fortement des affirmations bien à propos, sur des faits invérifiables. Cela est peu de dire qu'une fois de plus, les victimes européennes sont ignorées, voire méprisées, comme inexistantes.

En ce qui concerne les événements de Sétif en mai 1945 (visite actuelle d'un officiel Français), nous notons qu'il n'est fait aucune mention des victimes européennes d'une insurrection, qui répondait à un mot d'ordre d'un Djihad prémédité et piloté de l'Étranger (Égypte et Syrie).

Les témoins encore en vie se souviennent bien, ce 8 mai 1945 des cris de la foule assoiffée de sang: « Tuez les Roumis »... Dire que l'armée française a tiré sur une marche pacifique de scouts, est totalement faux. Les fermes et les villages n'ont pas été attaqués par des insurgés sans armes, et les fermiers ont dû se défendre. Beaucoup d'assaillants sont morts les

armes à la main.

Nous aurions souhaité qu'un même souci historique fasse s'incliner le Secrétaire d'État aux Anciens Combattants et de la Mémoire, devant le souvenir des victimes du 26 mars 1962 à Alger et du 5 juillet 1962 à Oran.

Le président de la République, a rendu hommage dernièrement à Maurice Audin, fervent soutien du FLN, à quelques mètres de la rue d'Isly, lieu de mémoire pour les habitants d'Alger, sans un seul mot de compassion pour les dizaines de morts du 26 mars 1962...

Pas une seule fleur n'a été déposée sur les tombes (encore debout) des cimetières juif et chrétien de Saint-Eugène à Alger... L'Histoire de la France ne peut s'écrire au gré des contrats commerciaux ou des échéances électorales, mais doit répondre à l'exigence de Vérité auquel la population de notre pays a droit, une Vérité entière et non tronquée pour des questions de « sensibilités » diverses.

Notre démarche auprès de la Préfecture du Var de Toulon, le 20 avril 2015 sera de rappeler ces simples faits, ainsi que notre lassitude devant la manipulation mémorielle dont nous sommes une fois de plus, les victimes.

La vérité est-elle encore une valeur Républicaine ? Est-il encore possible de simplement la dire ?

Après tant d'autres, Bernard LUGAN spécialiste de l'Afrique se voit suspendu de cours à Saint-Cyr, pour avoir exposé à Jean-Marc TODESCHINI, son désaccord au sujet du prochain voyage de celui-ci à Sétif.

**Hervé Cuesta**

Collectif national NON au 19 mars 1962